PROCES VERBAL
DU CONSEIL MUNICIPAL DU VENDREDI 1^{ER} MARS 2013

L'an deux mil treize, le vendredi 1 mars à 21 heures, le Conseil Municipal de la Commune d'Etréchy, légalement convoqué, s'est réuni salle Mimoun, sous la présidence de Monsieur le Maire, Julien BOURGEOIS.

Délibération 004/2013 : "débat d'orientations budgétaires 2013 (dob 2013)".

DEBAT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2013

M. RAGU présente le rapport.

LE CADRE GENERAL

La loi de finances pour 2013, adoptée par le Parlement, confirme le gel des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales. Ce gel sera bien suivi d'une baisse estimée à 750 millions € en 2014, et d'une nouvelle baisse équivalente en 2015.

La loi de finances confirme par ailleurs la poursuite de la mise en place de la péréquation : ainsi, le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) est augmenté de 140% (de 150 à 360 millions €) Dans le calcul du prélèvement opéré sur les communes, un nouveau critère de revenu par habitant est introduit à hauteur de 20%, l'autre critère étant le potentiel financier agrégé par habitant.

Pour être bénéficiaire du FPIC, la loi prévoit que le niveau de l'effort fiscal imposé (rapport entre le produit des 4 taxes locales et le potentiel fiscal permettant d'évaluer la pression fiscale sur la commune) est relevé de 0,5 à 0.75.

Au sein de la DGF, la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) et la Dotation Nationale de Péréquation (DNP) augmentent de 120 millions € au détriment de la dotation forfaitaire des communes.

Enfin, les différents taux de TVA seront modifiés à compter du 1^{er} janvier 2014 : de 19,6 à 20%, de 7 à 10% (pour les transports, les services à la personne, les travaux dans les logements, etc), de 5,5 à 5% (pour certains produits alimentaires et les abonnements au gaz et à l'électricité).

Les perspectives prises en compte sont les suivantes :

Taux d'inflation constaté 2012 : 1.3 %
revalorisation des bases d'imposition : 1.8 %
taux de croissance attendu : 0.5 %
dotation globale de fonctionnement : 0 %

LA FISCALITE

La Fiscalité communale ne concerne plus que l'imposition « ménage » depuis la création de la Communauté de Communes. Les taux de la Taxe Professionnelle (TP) et de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) sont fixés par le Conseil Communautaire.

a) L'imposition « ménage »

L'évolution des bases est de 1,8 % uniformément sur chaque taxe, hors variations physiques. Elles pourraient se présenter comme suit :

Bases	Bases notifiées 2012	Bases estimées 2013
Taxe d'habitation	12.619.000 €	12.846.142 €
Taxe foncière (bâti)	8.888.000 €	9.047.984 €
Taxe foncière (non bâti)	68.400 €	69.631 €
<i>Total</i>	21.575.400 €	21.963.757 €

Depuis 1996, les taux d'imposition appliqués sur ces bases sont les suivants :

- Taxe d'Habitation : **9,83**
- Taxe Foncière Bâti : **13,18**
- Taxe Foncière non Bâti : **49,03**

A taux identiques, et sans modification des bases, le produit attendu se détaillerait comme suit :

	Produits 2012	Produits 2013	Ecart 2012/2013
T.H	1.240.448 €	1.262.776 €	22.328 €
F.B	1.171.438 €	1.192.524 €	21.086 €
F.N.B	33.537 €	34.140 €	603 €
Total	2.445.423 €	2.489.440 €	44.017 €

A ce produit fiscal, il conviendra d'ajouter le reversement par l'Etat de 112.627 € au titre du Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR) et de 62.024 € au titre de la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle.

b) la Taxe Professionnelle

S'ajoute également au produit fiscal direct le retour de fiscalité par la Communauté de Communes, correspondant à la différence entre le produit total de l'ex-TP perçu par la Communauté l'année précédant sa création (2003) et le montant des charges transférées par Etréchy.

Ainsi, au titre de l'année 2013, ce retour s'établira comme celui de 2012, à **288 446,58 €**.

Par ailleurs, compte tenu

- du fait que le produit fiscal global généré par Etréchy et perçu par la Communauté progresse
- et qu'il ne fallait pas que la réforme fiscale empêche le retour complémentaire,

il a été procédé à l'établissement d'un nouveau calcul de Dotation de Solidarité Communautaire. En 2012, Etréchy a été éligible à cette dotation à hauteur de **74.239 €**. A minima, ce montant devrait être reconduit.

L'EXECUTION BUDGETAIRE 2012

L'exécution budgétaire pour 2012 se conclut de la manière suivante :

BUDGET GENERAL			BUDGET EAU			BUDGET ASSAINISSEMENT		
FONCTIONNEMENT			EXPLOITATION			EXPLOITATION		
DÉPENSES	PREVU	6 088 874,71	DÉPENSES	PREVU	122 254,92	DÉPENSES	PREVU	411 133,79
	RÉALISÉ	4 752 281,48		RÉALISÉ	36 335,58		RÉALISÉ	94 107,17
RECETTES	PREVU	6 088 874,71	RECETTES	PREVU	122 254,92	RECETTES	PREVU	411 133,79
	RÉALISÉ	5 330 995,87		RÉALISÉ	120 188,48		RÉALISÉ	162 582,84
	REPORT 2011	446 696,71		REPORT 2011	38 850,92		REPORT 2011	283 578,79
INVESTISSEMENT			INVESTISSEMENT			INVESTISSEMENT		
DÉPENSES	PREVU	4 112 585,02	DÉPENSES	PREVU	617 015,74	DÉPENSES	PREVU	536 584,41
	RÉALISÉ	3 414 387,24		RÉALISÉ	44 094,66		RÉALISÉ	85 428,73

	REPORT 2011	163 651,72		PREVU	617 015,74		PREVU	536 584,41
RECETTES	PREVU	4 112 585,02	RECETTES	RÉALISÉ	35 226,10	RECETTES	RÉALISÉ	69 417,21
	RÉALISÉ	2 343 548,43		REPORT 2011	20 061,92		REPORT 2011	103 056,69
RESTE A RÉALISER 2012			RESTE A REALISER			RESTE A REALISER		
DÉPENSES		488 763,81	DÉPENSES	16 674,40		DÉPENSES	17 648,18	
RECETTES		484 766,01	RECETTES	0,00		RECETTES	0,00	
RÉSULTAT		-213 077,23	RÉSULTAT	117 222,78		RÉSULTAT	421 451,45	

LA DETTE

La dette constitue une dépense importante pour toute collectivité, dans la mesure où le recours à l'emprunt s'impose dans nombre de cas pour équilibrer les coûts de réalisation des différentes opérations.

Le tableau ci-dessous indique le capital restant dû au 1^{er} janvier de chaque année, hors réaménagement de dette.

Capital restant dû au 1 ^{er} janvier	
2013	6.549.910 €
2014	5.855.023 €
2015	5.139.425 €
2016	4.447.771 €
2017	3.849.425 €
2018	3.332.350 €
2019	2.843.927 €
2020	2.349.847 €
2021	1.856.241 €
2022	1.458.569 €

La dette s'éteint en 2032.

L'encours de la dette par habitant (population totale 2013 : 6388 habitants) sera de **1.023,87 €** au 1^{er} janvier 2013, à rapprocher des 974 € au 1^{er} janvier 2012.

Le remboursement de la dette se répartit sur deux « canaux » distincts :

- les intérêts sont inscrits en dépenses sur la section de fonctionnement
- le capital (amortissement) affecte la section d'investissement

	Intérêts	Amortissements	Annuité
2013	257 088 €	694 886 €	951 974 €
2014	227 668 €	715 598 €	943 266 €
2015	197 844 €	691 654 €	889 498 €
2016	169 631 €	598 346 €	767 977 €
2017	146 573 €	517 075 €	663 648 €
2018	126 669 €	488 423 €	615 092 €
2019	105 574 €	494 079 €	601 653 €
2020	88 106 €	493 606 €	581 712 €
2021	69 437 €	397 671 €	467 108 €
2022	55 221 €	306 582 €	361 803 €

EN CE QUI CONCERNE LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

FISCALITE

Concernant les trois taxes sur lesquelles le Conseil Municipal sera appelé à voter les taux (*Taxe d'Habitation, Taxe sur le Foncier Bâti et Non-Bâti*), il est proposé de limiter l'augmentation de la pression fiscale à celle induite par la seule revalorisation des bases telle que prévue par la loi de finances, et à l'exclusion de toute majoration de taux.

PRODUIT DES SERVICES

Les recettes provenant de la participation des usagers des services sont déjà fixées pour la plupart d'entre elles puisque les modifications tarifaires s'appliquent par année scolaire. Ces services sont les Restaurants Scolaires et le Conservatoire de Musique.

Les plafonds de ressources servant à la détermination des tranches de quotient pour ces deux services restant sous compétence communale devront être réévalués du taux de l'inflation.

La proposition de report à 2014 de l'application de la réforme des rythmes scolaires n'influent pas ces postes pour 2013.

D.G.F.

La dotation forfaitaire devrait ne pas connaître de majoration (sauf celle issue de la modification du chiffre de la population). Il est proposé la reconduction du montant de DGF de 2012, soit 1.015.592 €

EN CE QUI CONCERNE LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

LES FRAIS DE PERSONNEL

Pour les dépenses de personnel, outre le GVT (Glissement Vieillesse Technicité), les perspectives d'évolutions salariales connues à ce jour plaident pour le maintien du gel de la valeur du point d'indice. Dans ces conditions, il sera proposé une inscription de la masse salariale calculée selon les effectifs et caractéristiques connues au 1^{er} janvier 2013.

L'AUTOFINANCEMENT

Il est proposé d'inscrire un montant d'autofinancement autorisant l'amortissement de la dette et la couverture de 50% des investissements (nets de subvention).

LES DOTATIONS - SUBVENTIONS

Pour ne pas provoquer une dépréciation des dotations versées, il en est proposé le relèvement systématique à hauteur du taux d'inflation connu au 1^{er} janvier 2013, qui pourrait s'établir à 1,3 %.

EN CE QUI CONCERNE LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement pour 2013 sont constituées d'une part des Restes à Réaliser de 2012 complétés par des inscriptions nouvelles.

Les Restes à Réaliser 2012 concernent essentiellement :
Les travaux d'aménagement et mise aux normes de la Mairie,
Divers travaux (salle Jazy, voiries, etc)

Les inscriptions nouvelles pourraient être retenues dans les projets suivants :

- la finalisation de la voirie de la rue de la Roche Benotte par la réalisation de la bande de roulement et des liaisons douces, de l'aménagement du rond-point et la création d'un parking visiteur, une nouvelle tranche de mise en place de vidéo-protection dont les emplacements sont encore à définir avec la Gendarmerie, (50k€)
- la rénovation de la rue Salvator Allende dans le cadre d'un contrat départemental,
- la création d'un troisième cimetière dont nous avons déjà la maîtrise foncière
- la réfection de la salle du Conseil (10 k€)
- la création d'une liaison douce Boulevard de la Gare (113 k€)
- une enveloppe (500 k€) pour la création de trottoirs (rte de Chauffour, Sire de Brisset, de la Bruyère, des Vrigneaux, etc), bande de roulement

EN CE QUI CONCERNE LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement proviennent essentiellement :

- des subventions/participations, de l'Etat, la Région ou du Département
- des emprunts
- du Fonds de compensation de la TVA
- de l'autofinancement

Au titre des subventions /participations

Les opérations éligibles concernent

- la création du 3^{ème} cimetière (DETR)
- l'aménagement de la rue Salvador Allende (Conseil Général)

À titre de l'emprunt,

Il serait souhaitable de prévoir une enveloppe maximale de l'ordre de 600.000 €

À titre du FCTVA,

La ressource estimée s'établit aux alentours de 265.000 €

À titre de l'autofinancement,

Hors amortissements, l'autofinancement devra couvrir 50% des investissements nets de subvention

Au titre de cession

La commune pourrait céder en 2013 les terrains sis ZAC de Gravelles moyennant la perception d'un produit dans un montant espéré de 350.000 €

BUDGETS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

Concernant le SERVICE DE L'EAU,

Tout comme en 2012, ce budget présente la particularité d'être exempt de dette pour 2013.

Les recettes de fonctionnement proviennent exclusivement du produit de la **surtaxe** dont le montant s'est établi en 2012 à **68.799 €**

Les études préalables aux travaux d'interconnexion pour l'eau potable sont achevées. L'estimation des travaux de raccordement sur le réseau du Syndicat Intercommunal des Eaux du Plateau de Beauce est de 560.700 €HT.

Sur cette base, l'**Agence de l'Eau Seine Normandie** a fait connaître son accord de financement qui se détaille comme suit :

- Subvention : **238.328 €**

- Prêt 0% : **119.164 €**
- Soit un total de soutien financier : 357.492 €**

Reste à obtenir une subvention départementale, dont le taux oscillera entre 10 et 20% du montant HT des travaux.

L'ensemble des dépenses et recettes concernant la réalisation de ces travaux devra être inscrit en 2013. Cette opération nécessitera la mobilisation d'un emprunt, dont le montant dépendra notamment des coûts réels qui seront connus à l'issue de la consultation des entreprises.

Concernant le SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT,

Les données budgétaires 2013 devront tenir compte de l'annuité qui se répartit comme suit :

Montant annuité : **26.273,20 €** répartie comme suit :

- Amortissement : **22.006,67 €**
- Intérêts : **4.266,53 €**

(Capital restant dû au 1^{er} janvier 2013 : 237.021,64 €)

Le montant des surtaxes perçues pour ce service s'élève à ce jour à **57.498 €** auxquelles il convient d'ajouter la participation d'Auvers St Georges pour 15.359 €. Les autres ressources sont l'Aide à la Qualité de l'Exploitation (AQUEX) dont le montant diminue chaque année, dans la perspective de sa disparition. Restera la prime pour épuration pour **53.527 €**.

L'état de la dette se présente comme suit pour les années à venir :

	Intérêts	Amortissements	Annuité
2014	4.027,84 €	22.006,67 €	26.034,51 €
2015	3.789,15 €	22.006,67 €	25.795,82 €
2016	3.560,26 €	22.006,67 €	25.566,93 €
2017	3 311,77 €	22.006,67 €	25.318,44 €
2018	3.073,08 €	22.006,67 €	25.079,75 €
2019	2 834,39 €	22.006,67 €	24.841,01 €
2020	2 602,89 €	17.580,00 €	20.182,89 €
2021	2 357,00 €	6.380,00 €	8.737,00 €
2022	2 118, 31 €	6.380,00 €	8.498,31 €
2023	1 879,62 €	6.380,00 €	8.259,62 €

La dette s'éteint en 2031.

Travaux :

Il n'y a pas de travaux particuliers envisagés en assainissement, en dehors des améliorations sollicitées par l'exploitant ou la réglementation sur les ouvrages existants.

Nous noterons la satisfaction observée à la suite de la mise en plac

e du dispositif de désodorisation, courant 2012. Elle devra être confirmée au titre 2013 ce qui impliquera un coût supplémentaire de fonctionnement de 15 k€/an.

Mme DAMON demande ce qui motive et décide la réalisation des différents projets Elle réitère aussi sa demande de rénovation des toilettes de la salle Mimoun ainsi que l'isolation de cette salle.

M. RAGU répond que le débat de ce soir ne concerne que les orientations budgétaires. Quant aux opérations d'investissement, leur inscription répond toujours à une nécessité du moment, ou bien elles correspondent à des opérations déjà votées, comme celles de la voirie de la Roche Benotte, la réfection de la salle du Conseil ou la nouvelle tranche de vidéoprotection. Pour l'ensemble des autres opérations, et afin d'évaluer les moyens nécessaires, il faut attendre la consolidation des comptes 2012.

M. GAUTRELET félicite M. BOURGEOIS des actions menées telles que :

- le projet du PLU, le raccordement du syndicat de Beauce et le projet de revitalisation du marché dominical, la réhabilitation du patrimoine, les zones de circulations douces et de 30km/h, le tri sélectif, l'enfouissement des réseaux, les défibrillateurs et le nouveau marché dans le centre ville. En ce sens, il reconnaît la qualité du travail effectué, tout en observant que la plupart de ces actions se trouvaient aussi dans son programme électoral.

Il reste toutefois en attente d'une inscription budgétaire pour la maison médicalisée, et en ce qui concerne les logements, une autre forme que les programmes d'accessions uniquement privés.

M. BOURGEOIS remercie et répond que sur les objectifs à mener, il y a diverses façons de les approcher mais que l'idée fondamentale reste l'amélioration de la qualité de vie des concitoyens.

M. BERNARD salue la meilleure visibilité du document. Il regrette qu'il n'y ait pas une analyse de l'exécution budgétaire de l'année 2012 qui permette de disposer de l'état des crédits consommés en fonction des secteurs d'activités. De la même manière, manque une analyse prospective. Il serait également intéressant de dégager une enveloppe pour l'investissement et en débattre davantage.

M. RAGU rappelle qu'un document de travail avait été remis retraçant la rétrospective et que le pendant en prospective sera fait dans le cadre du budget.

M. BOURGEOIS indique qu'il y a quelques années, une ventilation de la consommation des crédits par secteur d'activité avait été réalisée sous forme d'une réglette, remise aux administrés en même temps que le journal d'informations communales. Cet exercice est difficile à reproduire chaque année, eu égard à la variété des investissements.

M. GLEYZE souhaite avoir un ordre d'idée sur le montant des travaux rue Salvador Allende et avoir une visibilité sur les biens cessibles de la commune.

M. BOURGEOIS répond que normalement la commune n'a pas vocation à vendre ses biens. Le terrain de 6000 m² sur la ZAC était prévu pour réaliser une pépinière d'entreprise, mais la commune n'en n'ayant plus l'usage, il reste à vendre. La commune n'est vendeur d'aucun autre bien.

M. RAGU explique que l'opération Salvador Allende se réalisera avec une envergure plus ou moins importante. En effet, cette voie a vocation, in fine, d'être transférée au Département, par échange avec la Rue du Gord. Dès lors, les travaux envisagés traiteront essentiellement la bande de renouvellement, par parallélisme des formes, puisque le Département n'intervient aussi que sur la bande de roulement de ses chaussées.

Mme DAMON demande qui décide d'échanger la voirie

M. BOURGEOIS répond que c'est la commune qui le propose.

Le Conseil Municipal,

DIT avoir débattu des orientations budgétaires pour l'année 2013